

Le commerce extérieur plombe la croissance française et ça risque de continuer.



Article rédigé par *Les Echos*, le 10 août 2018

Source [Les Echos] Il y a certes des raisons d'espérer une amélioration, mais elles restent bien fragiles.

Ca ne va pas bien et ça risque d'aller encore plus mal. [Le bilan de santé](#) du commerce extérieur français, établi à partir des chiffres collectés sur la première moitié de l'année, semble inquiétant voire désespérant. En juin, [le déficit des échanges de marchandises](#) a plongé à plus de 6 milliards d'euros, un niveau rarement vu dans le passé. Sur les six premiers mois 2018, il a dépassé 33 milliards, 4 milliards de plus qu'au semestre précédent.

Le creux risque d'être encore plus profond dans les prochains mois. Le prix du pétrole augmente, alourdissant une facture énergétique qui fait déjà plus de la moitié du déficit. L'activité ralentit un peu partout dans le monde et les tensions protectionnistes montent, ce qui risque d'attiser une compétition dans laquelle les exportateurs français peinent souvent à s'imposer. Et [le revenu des Français va beaucoup progresser en fin d'année](#) (réduction des cotisations sociales et de la taxe d'habitation), ce qui va déclencher une nouvelle vague d'importations.

Un affreux gaspillage

Le déficit n'est certes pas une catastrophe en soi. Un pays peut utilement dépenser davantage qu'il ne gagne si le surcroît de dépenses est consacré à des investissements qui lui permettront ensuite de produire davantage. Ce n'est toutefois pas le cas de la France.

Un excédent peut certes avoir lui aussi des effets négatifs. Le surplus allemand est devenu tellement énorme qu'il risque de déséquilibrer l'économie mondiale, comme s'en alarment de plus en plus ouvertement [les experts du FMI](#). Mais dans un pays qui n'a pas assez de croissance pour ramener le chômage à son étiage, un déficit commercial qui plombe l'activité est d'abord le signe d'un affreux gaspillage.

Efforts profonds et donc souterrains

Il est bien sûr possible de trouver des raisons d'espérer. Le déficit hors énergie diminue. La tendance est plus favorable sur les échanges de services, qui constituent une part croissante des transactions.

Comme les entreprises allemandes à la fin des années 1990, les entreprises françaises sont peut-être en train de faire des efforts profonds et donc souterrains pour réinventer leur offre. Comme le gouvernement allemand au début des années 2000, le gouvernement français va peut-être réussir à donner aux entreprises un environnement juridique, social et fiscal mieux adapté aux enjeux de la compétitivité au XXI^e siècle.

Mais il est aussi possible que les efforts des entreprises soient trop éparpillés, que les changements impulsés par les gouvernements depuis cinq ans soient trop étiés. La France serait alors condamnée à dépérir à petit feu pendant encore des années. On voudrait bien espérer. Mais on n'est pas encore sûr de ne pas désespérer.

10/08/2018 06:00